

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville

BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	59	16

N° de la séance : 03

Objet de la délibération : Direction Habitat  
Logement - Exercice de la compétence  
Accueil des Gens du Voyage -  
Aménagement, entretien et gestion des  
aires d'accueil - Mandat de gestion de  
l'aire d'accueil "La Palmosa" avec la ville  
d'Antibes – Convention

- ☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.147

Date de la convocation :

**Le 18/10/2016**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du

**28 OCT. 2016**

de la réception s/Préfecture  
en date du

**- 9 NOV. 2016**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 24 octobre 2016**

L'an deux mil seize et le 24 octobre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Michel MAZUET, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Lionel TIVOLI

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Laurent COLLIN, Henri GANNARD à Abderrazak SALOUH, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Yves DAHAN à Audouin RAMBAUD, Nathalie DEPETRIS à Françoise THOMEL, Patrice COLOMB-PONTOIRE à Bernard MONIER, Khéra BADAoui à Serge AMAR, Anne CHEVALIER à Lionel TIVOLI

**ABSENTS :**

Jean-Pierre MASCARELLI, Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER, Claudine MAURY, Nadine GASTAUD, Jean-Pierre DERMIT, Eric PAUGET, Déborah MINEI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Barbara LANCE**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur LEONETTI,**

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

**Vu** la délibération n°CC.2016.116 du Conseil Communautaire du 26 septembre 2016 sur la prise de compétence Accueil des Gens du Voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil au 1<sup>er</sup> Janvier 2017 ;

Considérant que la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a opéré à un renforcement des compétences de l'intercommunalité ;

Considérant que la Commune d'Antibes dispose depuis 1994 d'une aire de stationnement aménagée en aire d'accueil des gens du voyage, remise aux normes en 2005, conformément aux dispositions réglementaires et techniques de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 et au schéma départemental d'accueil des gens du voyage des Alpes-Maritimes ;

Considérant qu'à compter du 1er janvier 2017, les missions actuellement communales en matière d'« Accueil des Gens du Voyage : Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d'Accueil », seront transférées à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

Considérant que par délibération n°CC.2016.116 du 26 septembre 2016, le Conseil Communautaire de la CASA a décidé :

- de se doter de la compétence obligatoire « Accueil des gens du voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil » prévue à l'article L. 5216-5 I 6°) du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- de modifier les statuts CASA en rajoutant un article 1.5 en matière d'« Accueil des Gens du Voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil » ;
- de saisir, selon les modalités prévues par l'article L. 5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, les 24 conseils municipaux des communes de la CASA afin qu'ils se prononcent par délibérations concordantes sur ce transfert de compétence ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'ensemble des actes inhérents à l'exécution de la présente délibération ;

Considérant que l'article L. 5216-7-1 du CGCT prévoit qu'une Communauté d'Agglomération peut confier, par convention, la gestion de services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;

Considérant en effet que les dispositions de l'article L. 5211-4-1 du CGCT prévoient que le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Communauté et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert ;

Considérant que l'exercice provisoire des missions relevant de la compétence Accueil des Gens du Voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil par le transfert s'effectuera pour le compte, sous le contrôle et la responsabilité de la CASA ;

Considérant que la commune ne percevra aucune rémunération au titre de l'exécution de la présente convention ;



Considérant que l'ensemble des dépenses effectuées par la commune, pour le compte de la CASA, afférent à cette compétence sera acquitté par la commune puis remboursé par la CASA ;

Considérant que le financement de ces remboursements sera effectué par prélèvement sur l'attribution de compensation ;

Considérant qu'afin d'assurer la continuité du service public, il convient d'approuver le principe d'un mandat de gestion provisoire pour une durée de 6 mois renouvelable une fois ;

Considérant que pour les raisons sus exposées, la gestion du service en cause implique qu'elle soit confiée à la commune d'Antibes qui dispose des compétences humaines et techniques pour assurer ces missions ;

Considérant qu'il convient donc de fixer les modalités de la convention par laquelle la Communauté d'Agglomération entend confier la gestion de l'aire en cause à la commune d'Antibes ;

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le principe d'un mandat de gestion provisoire donné par la CASA à la ville d'Antibes pour l'exercice de la compétence « Accueil des Gens du Voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour une durée de 6 mois renouvelable expressément une fois ;
- d'approuver les termes de la convention de mandat de gestion de l'aire d'accueil «La Palmosa» entre la Ville d'Antibes et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver le principe d'un mandat de gestion provisoire donné par la CASA à la ville d'Antibes pour l'exercice de la compétence « Accueil des Gens du Voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour une durée de 6 mois renouvelable expressément une fois ;
- d'approuver les termes de la convention de mandat de gestion de l'aire d'accueil «La Palmosa» entre la Ville d'Antibes et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 24 octobre 2016  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



## **CONVENTION DE MANDAT DE GESTION PROVISoire ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SOPHIA ANTIPOLIS ET LA VILLE D'ANTIBES POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE « ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE : AMENAGEMENT, ENTRETIEN ET GESTION DES AIRES D'ACCUEIL »**

### **Entre**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis régulièrement habilité à signer la présente convention par une délibération du 24 octobre 2016,

Désignée ci-après « la Communauté »

D'une part,

### **Et**

La Ville **d'Antibes**, ci-après « la Ville », représentée par Monsieur Eric PAUGET, Premier Adjoint, régulièrement habilité à signer la présente convention par une délibération du XXXX n° XXX,

D'autre part

### **PREAMBULE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.5216-5 I 6° ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la délibération n°CC.2016.116 du 26 septembre 2016 sur la prise de compétence Accueil des Gens du Voyage : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil au 1<sup>er</sup> janvier 2017 prise par le Conseil Communautaire de la CASA ;



Considérant que la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a opéré à un renforcement des compétences de l'intercommunalité ;

Considérant qu'à compter du 1er janvier 2017, les missions actuellement communales en matière d'« accueil des Gens du Voyage : Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d'Accueil », seront transférées à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;

Considérant que les flux financiers liés à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; ils seront établis dans le rapport de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre la Commune et la Communauté.

Considérant que sur son territoire la Ville a construit et gère une aire d'accueil des gens du voyage sur le site dénommée la Palmosa, sise 212 chemin Saint Michel- 06600 ANTIBES

Considérant qu'il est nécessaire d'assurer la continuité et la sécurité des services publics sur le territoire communautaire durant ces travaux d'évaluation et de transferts de charges.

Considérant qu'afin de donner le temps nécessaire à la Communauté pour mettre en place une organisation intégrée et opérationnelle, il convient que cette dernière puisse, à titre transitoire, s'appuyer sur les services de la Ville, lesquels sont les mieux à même d'assurer les impératifs de continuité et de sécurité des services sur le territoire communal,

Considérant que l'article L.5216-7-1 par renvoi de l'article L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une Communauté d'Agglomération peut confier, par convention, la gestion de services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;

Il convient ainsi de mettre en place une coopération entre la Ville et la Communauté, la présente convention de gestion visant à préciser les conditions dans lesquelles la Commune assurera, à titre transitoire, la gestion de la compétence d'« accueil des Gens du Voyage : Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d'Accueil ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

### **Article 1er : OBJET ET PÉRIMÈTRE DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de confier à la Commune d'Antibes à titre exceptionnel et transitoire, la gestion sur son territoire au titre de l'article L. 5216-7-1 du CGCT, la compétence « accueil des Gens du Voyage : Aménagement, Entretien et Gestion des Aires d'Accueil », pour le compte et sous le contrôle de la Communauté.



Dans le cadre d'une bonne gestion de l'aire existante, la Communauté d'agglomération confie, en application de l'article L.5216-7-1 du CGCT, la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage « La Palmosa » à la Ville.

Les missions, objet de la présente sont exposées ci-après. La Ville assurera via le titulaire gérant du marché public en charge de la gestion de l'aire d'accueil La Palmosa, assurera l'accueil des usagers, leur accompagnement social, et l'exploitation de l'aire.

Les missions de gestion de l'aire sont de type, exploitation technique, administrative, juridique et financière. Ainsi le titulaire gérant du marché public est chargé pour le compte de la Commune :

- d'assurer la surveillance de l'aire ;
- de percevoir auprès des usagers des recettes destinées à être reversées en totalité à celle-ci ;
- d'assurer l'entretien et le nettoyage de l'aire et de ses équipements ;
- d'assurer un accompagnement social
- de procéder à la réparation des équipements, et remplacer les pièces défectueuses ou manquantes, en faisant appel à des titulaire gérants spécialisés ;
- d'entretenir toutes les relations nécessaires avec les services municipaux, services de police sur le fondement de l'article L. 2212-2 du Code général des Collectivités territoriales, et les tiers de manière générale ;
- de tenir les comptes de charges et de recettes et de les présenter à la Ville comme précisé à l'article 8.2 du présent CCTP ;
- de procéder aux déclarations auprès de la CNIL dès que nécessaire ;
- d'entretenir le système informatique et souscrire à cet effet un contrat de maintenance

La Ville assurera également les charges indirectes nécessaires à la bonne gestion de ce service.

## **Article 2 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION**

La Ville exerce les missions objet de la présente convention au nom et pour le compte de la Communauté qui devra être étroitement concertée et associée au processus de gestion du service.

Elle s'engage à respecter l'ensemble des normes, procédures et réglementations applicables ainsi que tout texte juridiquement opposable dans l'exercice de la compétence qui lui incombe au titre de la présente convention.



Pour l'exercice des missions et compétence, objet de la présente convention, la commune interviendra dans les limites de l'annexe budgétaire définie par la Communauté au plus tard au vote de son budget primitif 2017. Cette information sera notifiée à la commune par voie expresse.

Dans l'attente de l'annexe budgétaire, la Ville est autorisée à exécuter la convention dans la limite des crédits exécutés 2015 en fonctionnement et investissement arrêtés par le compte administratif 2015.

Les dépenses supplémentaires qui apparaîtraient nécessaires au cours de l'exécution de la présente convention devront préalablement être autorisées par la Communauté et faire l'objet d'un avenant. En cas d'urgence, de circonstances exceptionnelles ou de force majeure, la Commune pourra toutefois réaliser tous travaux non prévus et engager les dépenses correspondantes, sur sa proposition et après accord exprès du Président de la Communauté. Elle en rendra compte financièrement dans le bilan annuel mentionné à l'article 7-1

Un Comité Technique, composé des services de la Communauté et de la Commune, se réunira, au moins une fois tous les trois mois, pour faire le point sur la gestion du service.

### **Article 3 : MODALITES D'EXECUTION DES CONTRATS**

Les missions qui seront, à titre transitoire, exercées par la Ville s'appuieront, notamment sur:

- les prestations assurées en régie par la Ville, par du personnel affecté par celle-ci auxdites missions ;
- les moyens matériels nécessaires à leur exercice ;
- les contrats et conventions passés par la Commune pour leur exercice.

La Ville continue à assurer la gestion de tous les contrats en cours afférents à la compétence visée dans la présente convention ; les cocontractants seront informés par la Commune de l'existence du mandat que celle-ci exerce pour le compte de la CASA.

La Ville informera la Communauté préalablement à l'adoption ou à la conclusion des actes de toute nature engageant l'exercice des compétences objet de la présente dans les limites des enveloppes financières définies par la Communauté.





Avant tout engagement d'une procédure de consultation, sous quelque forme que ce soit, avec ou sans publication d'avis d'appel public à la concurrence, la Ville est tenue d'obtenir l'autorisation préalable de la Communauté au vu du projet de dossier de consultation des entreprises.

La durée des nouveaux marchés conclus par la Ville dans les conditions du présent article ne pourra pas excéder la durée de la présente convention. Ces marchés seront transférés à la Communauté au terme de la présente convention.

A l'expiration de la présente convention, les contrats signés dans le cadre de la gestion de l'aire en cause par la ville seront exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance par la communauté.

La substitution n'entraîne aucun droit à résiliation ou indemnisation pour les cocontractants.

Afin de faciliter les transferts ultérieurs de contrats et pour une bonne information de ses cocontractants, la commune s'engage à informer ses cocontractants de l'existence de la convention et de l'identité du titulaire de la compétence.

#### **Article 4 : OBLIGATIONS**

##### ***Article 4-1 : Obligations de la communauté d'agglomération***

La Communauté d'agglomération devra autoriser la Ville d'Antibes à utiliser les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice des missions objet de la présente convention qui seront mis de plein droit à sa disposition par la Ville d'Antibes.

Pendant toute la durée de la présente convention, la gestion de l'aire en cause est exclusivement assurée par la commune et sous sa responsabilité pour le compte de la communauté d'agglomération.

La Communauté s'assurera contre toute mise en cause de sa responsabilité et celle de ses représentants en sa qualité d'autorité titulaire de la compétence visée par la présente convention.

##### ***Article 4-2 : Obligations de la commune***

Pendant la durée du contrat, la commune assure, sous sa responsabilité exclusive, la gestion et l'entretien des biens qui lui ont été confiés.

La commune s'assure de l'état des biens qui ont fait l'objet d'une mise à disposition à titre gratuit à son profit.





L'utilisation des biens par la Ville est réalisée à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité ou taxe, ni d'aucun droit, salaires ou honoraires

Elle est tenue de se conformer aux lois et règlements relatifs à son activité, notamment en matière de réglementation relative aux établissements recevant du public.

Elle fera son affaire du respect et du suivi des contrôles menés par les autorités en matière de réglementation d'accueil, d'hygiène et de sécurité. Elle est le correspondant des autorités préfectorales.

La Ville doit veiller en permanence à la propreté, à la qualité et au bon état d'entretien des équipements et des moyens relevant des services qui lui sont confiés.

#### **Article 5 : DUREE**

La présente convention s'applique à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2017, pour une durée de 6 mois, expressément renouvelable une fois.

Dans ce cadre, l'exécutif de la plus diligente des parties fait part de son souhait par courrier de renouveler la convention au plus tard un mois avant son expiration ; sauf opposition par courrier de l'exécutif de l'autre partie dans un délai de 15 jours, la convention est renouvelée.

Elle pourra être résiliée avant son terme dans l'une des hypothèses suivantes :

- Par l'une des parties, en cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'autre partie, 30 jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effets.
- Par accord entre les parties moyennant le respect d'un préavis de 2 mois.

Au terme de cette convention, le transfert des personnels et des biens, la continuité des contrats en cours, la prise en compte des dépenses et recettes concernées par ces opérations dans le calcul des attributions de compensation et toutes opérations devront être effectués dans le cadre du plein exercice des compétences que détient la CASA tel que la loi le prévoit.



## **Article 6 : CONDITIONS FINANCIERES**

### **6.1 Rémunération**

L'exercice par la Ville des compétences objet la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

### **6.2 Dépenses et recettes liées à l'exercice des compétences**

Les dépenses et recettes concernées au titre de la présente convention sont les dépenses et recettes strictement nécessaires à l'exercice de la compétence exercée, visées à l'article 1.

La Ville fournira à la Communauté, un état des dépenses acquittées et des recettes perçues – visées par l'ordonnateur et le comptable public - pour réaliser cette opération à la fin de chaque année budgétaire accompagné des copies des factures. Ce document servira de support à la reddition des comptes prévus à l'article 6-3.

#### *Les dépenses*

La Communauté prend en charge le financement intégral des dépenses exposées par la Ville au titre de la présente convention par prélèvement sur les attributions de compensation.

En fonctionnement, les dépenses sont notamment les prestations de services, de maintenance et d'entretien courant des biens meubles et immeubles, les primes d'assurances, les impôts et taxes de toute nature.

En investissement, les dépenses sont notamment les dépenses de travaux et d'acquisition de toute nature liés aux missions visées à l'article 1.

La Ville engage et mandate les dépenses et encaisse les recettes liées à l'exercice de la compétence objet de la présente convention et dans le cadre des montants mentionnés à l'article 2.

La Ville procédera au mandatement des dépenses après service fait, sur présentation des factures dans les délais réglementaires et dans le respect des règles relatives à la comptabilité publique du secteur local. Elle procédera à l'émission des titres et à l'encaissement des recettes conformément aux normes en vigueur.

La Ville s'acquitte des remboursements d'échéances des emprunts historiques jusqu'à leurs transferts, des impôts, taxes et redevances associés, ainsi que de la TVA, le cas échéant.



### *Les recettes*

La commune sollicite toutes subventions auxquelles la Communauté est éligible ainsi que les encaissements auprès des partenaires et elle est expressément autorisée à les percevoir pour le compte de la Communauté. Toutefois, dans le cadre d'opérations spécifiques, la Communauté pourra solliciter directement des subventions liées à des politiques fléchées.

Dans le cas de compétences entraînant d'importants volumes de facturation, ou une gestion particulière, la Ville continuera à facturer et encaisser les recettes sur la base d'une convention adhoc précisant les conditions de gestion et de reversement ainsi que les modalités de recouvrement (régie de recettes).

La Ville reversera à la Communauté la totalité des recettes afférentes aux missions visées à l'article 1, pour la période liée à la présente convention indépendamment de la période d'encaissement notamment pour les subventions versées par la caisse des allocations familiales

Il est précisé que les tarifs applicables aux services concernés par la présente convention sont identiques à ceux en vigueur au 31 décembre 2016 dans la Ville.

En application des règles relatives au FCTVA, seule la Communauté, sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité, bénéficie d'une attribution du fonds de compensation puisque les dépenses réalisées par la Commune ne constituent pas pour elle une dépense réelle d'investissement. En conséquence, la Ville fera son affaire de la récupération du FCTVA pour les travaux réalisés pour son compte. Ces sommes seront prises en compte dans le calcul du remboursement mentionné à l'article 6.3.

### **Article 6-3 Modalités de remboursement**

Les dépenses engagées en exécution de la présente convention font l'objet d'une comptabilisation distincte dans le budget principal afin de permettre l'élaboration de bilans financiers relatifs à la mise en œuvre de la présente.

Ces bilans provisoires devront nécessairement comprendre un décompte, mentionnant notamment le service en cause, le fournisseur, la nature de la dépense, le numéro de facture, les montants HT, TVA, TTC et le numéro de mandat.

Le décompte devra également distinguer les montants en dépenses relatifs à la section de fonctionnement et à la section d'investissement.

Les dépenses d'investissement font l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la Ville conformément aux règles comptables des opérations pour compte de tiers.





S'agissant des dépenses d'investissement, le décompte devra être visé par le Comptable public de la commune.

La Ville transmettra à la Communauté ces bilans trimestriellement. Ces derniers devront comprendre outre le décompte des opérations réalisées, deux copies des factures ou de tout autre pièce justificative ainsi que d'une attestation du comptable certifiant que les paiements et encaissements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes prévues par le décret 2016-33 du 20 janvier 2016 et qu'il est en possession de toutes les pièces afférentes à ces opérations.

Toutefois, tout intérêt moratoire dû par la Ville pour défaut de mandatement dans les délais reste à sa charge.

La Communauté s'engage à procéder au remboursement des sommes avancées par la commune dans un délai de 30 jours à réception du titre de recette sous réserve de l'éligibilité des dépenses et de leur conformité au regard des normes comptables.

## **ARTICLE 7 : SUIVI DE LA CONVENTION**

### **7.1 Documents de suivi Rapport d'activité et bilan financier de clôture de la gestion provisoire**

La Ville effectue un compte rendu semestriel d'information sur l'exécution de la présente convention qu'elle transmet à la Communauté dans les 30 jours qui suivent chaque fin du semestre civil.

Sur la base de ces compte-rendu, la Ville et la Communauté élaboreront conjointement, dans les 6 mois de la clôture de l'exercice concerné, un rapport d'activité et un bilan financier des interventions réalisées au titre de la présente convention en distinguant les montants consacrés en dépenses et en recettes au fonctionnement et à l'investissement. Ce rapport d'activité sera approuvé par le Conseil communautaire et le Conseil municipal.

La Ville adressera à la Communauté un rapport d'activité et un bilan financier définitifs de la gestion provisoire dans les deux mois suivant l'expiration de la convention.

Les rapports d'activité et les bilans financiers de clôture seront soumis aux organes délibérants de la Communauté et de la Ville.

Sur la base de ces délibérations, la Communauté remboursera à la commune le solde des dépenses exposées par celle-ci. Dans l'hypothèse où ce solde serait négatif, la Ville en reversera le montant à la Communauté.



## **7.2 Contrôle**

La Communauté exerce un contrôle de la convention sur la base des documents mentionnés aux articles 6 et 7.1., qui seront, dans cette perspective, transmis à la Communauté.

En outre, la Communauté se réserve le droit d'effectuer à tout moment tout contrôle qu'elle estime nécessaire. La Ville devra donc laisser libre accès, à la Communauté et à ses agents dûment habilités, à toutes les informations concernant la réalisation des missions objet de la présente convention

### **ARTICLE 8 : FIN DE L'EXPLOITATION DU SERVICE**

La Communauté aura la faculté sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour la commune de prendre pendant les 3 derniers mois de l'exploitation toutes mesures pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résultera pour la commune.

D'une manière générale, la Communauté pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de l'exploitation actuelle au régime nouveau d'exploitation.

La commune sera tenue de remettre à la Communauté tous les biens mis à disposition par celle-ci, et ce en état normal de service.

### **ARTICLE 9 : ASSURANCES**

Il est convenu que l'intégralité des biens meubles ou immeubles associés aux missions énumérées à l'article 1er de la présente convention continuera d'être assurée par la Ville. Spécialement, elle maintiendra sa garantie contre tous les dommages susceptibles d'affecter les biens visés à l'article 4 et continuera à contracter tous les contrats la garantissant contre les risques inhérents à l'utilisation des biens mobiliers, appartenant ou mis à disposition de la Communauté, dans le cadre de l'exécution des compétences visées à l'article 1er.

La Ville transmettra les polices d'assurance / les attestations à la Communauté dans un délai maximum de deux mois à compter de la conclusion de la présente ainsi qu'un bilan de sinistralité sur les trois derniers exercices.

La Ville s'engage à payer les primes d'assurances correspondantes et à assurer le suivi des éventuels dossiers « sinistres » (déclaration, gestion des relations avec l'assureur et les experts, état des pertes, encaissement des indemnités sous déduction des franchises et des limitations de garantie).



Elle réalisera les travaux de réparation/reconstruction nécessaires dans le respect des dispositions de l'article 2.

La Ville certifie par ailleurs qu'elle a souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile au titre des activités de toute nature qu'elle conduit et met-en en œuvre, dont celles couvertes par la présente convention. Elle s'engage à maintenir cette assurance en vigueur pendant toute la durée de la convention.

#### **ARTICLE 10 : CONTENTIEUX**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente à savoir Tribunal Administratif de Nice

#### **ARTICLE 11 : DISPOSITIONS TERMINALES**

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs de la Ville et de la Communauté.

Fait à en deux exemplaires originaux, le

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis

Monsieur le Président

Jean LEONETTI

Pour la Ville d'Antibes

Monsieur le Premier Adjoint

Eric PAUGET



**AR receptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 24/10/2016  
Numéro : CC\_2016\_147  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Exercice de la compétence Accueil des Gens du Voyage - Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil - Mandat de gestion de l'aire d'accueil "La Palmosa" avec la ville d'Antibes - Convention  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : xKZRYPA

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 09/11/2016  
Identifiant : 006-240600585-20161024-CC\_2016\_147-DE

**Acte reçu**

Date : 24/10/2016  
Numéro interne : CC\_2016\_147  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Exercice de la compétence Accueil des Gens du Voyage - Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil - Mandat de gestion de l'aire d'accueil "La Palmosa" avec la ville d'Antibes - Convention  
Classification utilisée : 01/04/2004  
Document : 006-240600585-20161024-CC\_2016\_147-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
006-240600585-20161024-CC\_2016\_147-DE-1-1\_2.PDF